



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	GROW.G.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	487386
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q1 2027 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	Cost-free Sans frais Unentgeltlich abgeordnet
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States + IGO (UN, OECD) États membres + OIG (UN, OECD) Mitgliedstaaten + IOV (UN, OECD)
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	26/10/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

As part of DG GROW's wider mission, Directorate G is aiming to uphold the integrity of the EU single market, support sustainable economic growth and enhance the overall competitiveness of EU businesses. DG GROW G1 aims to make it easy and rewarding for businesses to start, scale and operate responsibly in the single market. We seek to integrate responsible business conduct (RBC) in the Commission's wider competitiveness agenda via smart policy design, for instance through mainstreaming social, green and ethical concerns in financial and other incentives schemes. We are in charge of the Regulation prohibiting products made with forced labour on the Union market (Forced Labour Regulation). We are the focal point for innovative business frameworks, such as the 28th regime (JUST-led) and the proposed statute for European Cross-border Associations (GROW-led). We are also in charge of the implementation of the revised Product Liability Directive, which offers an EU-wide legal basis for claims against defective products, including defective software and AI.

We are a dynamic and collaborative team that values mutual support, open communication and well-being at work. We encourage continuous learning, creativity, innovation and open feedback, and support professional growth for all team members.

Job presentation:

We propose the opportunity to help advancing the agenda on responsible business conduct (RBC). You will have the unique chance to contribute your knowledge and creativity to ensure that the EU legal framework on RBC is as simple as possible, can be effectively implemented by companies, and that the right incentives are in place for responsible conduct to bring business value for companies.

Your work will focus on developing a mix of measures to build the business case for companies to do business responsibly (e.g. through the responsible use of Artificial Intelligence) and incentives to reward responsible businesses as well as investors looking for a societal impact. In addition, you will help shaping the existing and planned (corporate) governance frameworks to promote RBC, e.g. through the European Cooperative Society, EU Inc., but also the European Cross-border Association. You will also be responsible for outreach and engagement with businesses, trade and consumer associations as well as NGOs in different forms (e.g. dedicated workshops, events), as well as engaging with many public and private stakeholders (e.g. the European Parliament, the Council of the EU, national authorities) and other DGs.

GROW G1 is a dynamic and innovative team, and we are proud to offer opportunities for personal growth, where you can demonstrate initiative and a proactive attitude through a variety of responsibilities.

Jobholder profile:



We are looking for a very motivated and pragmatic colleague with relevant professional experience. The ideal candidate will have a background in law, political science or economics and a sound understanding of what responsible business conduct entails, and how green, social and ethical practices, as well as sound policies stimulating such corporate behaviour, can help ensure that the EU and its businesses maintain their competitive edge. The successful candidate should have a strong problem-solving attitude, and excellent communication skills, who is also an effective team player.

Additional qualifications and skills include:

- Ability to work proactively and autonomously, as well as collaboratively in a team environment
- Ability to work in a fast-paced environment and adapt to changing priorities
- Flexibility and openness towards new demands
- Organisational skills and attention to detail
- Proven oral and drafting skills for clear and concise communication
- Fluency in English, with a working knowledge of French and other languages an advantage.

The working language is English. A working knowledge of French would be an advantage and other languages an additional asset.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

Dans le cadre de la mission plus large de la DG GROW, la direction G vise à préserver l'intégrité du marché unique de l'UE, à soutenir une croissance économique durable et à renforcer la compétitivité globale des entreprises de l'UE. L'unité DG GROW G1 vise à faciliter et à récompenser la création, l'expansion et le fonctionnement responsable des entreprises dans le marché unique. Nous cherchons à intégrer la conduite responsable des entreprises dans le programme plus large de la Commission en matière de compétitivité au moyen d'une conception intelligente des politiques, par exemple en intégrant les préoccupations sociales, écologiques et éthiques dans les mécanismes d'incitation financiers. Nous sommes responsables du règlement interdisant les produits issus du travail forcé sur le marché de l'Union (règlement sur le travail forcé). Nous sommes le point focal pour les cadres de société innovants, tels que le 28^e régime (chef de file DG JUST) ainsi que le statut proposé pour les associations transfrontalières européennes (chef de file DG GROW). Nous sommes également en charge de la mise en œuvre de la directive révisée sur la responsabilité du fait des produits défectueux, qui offre une base juridique à l'échelle de l'UE pour les réclamations contre les produits défectueux, y compris les logiciels et l'IA. Nous sommes une équipe dynamique et collaborative qui valorise le soutien mutuel, la communication ouverte et le bien-être au travail. Nous encourageons l'apprentissage continu, la créativité, l'innovation et la rétroaction ouverte, et soutenons la croissance professionnelle de tous les membres de l'équipe.

Présentation du poste:

Nous proposons l'opportunité de contribuer au programme sur la conduite responsable des entreprises (responsable business conduct - RBC). Vous aurez la chance unique d'apporter vos connaissances et votre créativité pour faire en sorte que le cadre juridique de l'UE sur RBC soit aussi simple que possible, puisse être mis en œuvre efficacement par les entreprises et que les bonnes incitations soient en place pour une conduite responsable afin d'apporter de la valeur commerciale aux entreprises. Votre travail se concentrera sur l'élaboration d'un ensemble de mesures permettant aux entreprises de faire des affaires de manière responsable (par exemple grâce à l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle) et d'incitations visant à récompenser les entreprises responsables ainsi que les investisseurs à la recherche d'un impact sociétal. En outre, vous contribuerez à façonner les cadres de gouvernance (d'entreprise) existants et prévus pour promouvoir RBC, par exemple par l'intermédiaire de la Société coopérative européenne, EU Inc., mais aussi de l'Association transfrontalière européenne. Vous serez également responsable d'interagir avec des entreprises, des associations professionnelles et de consommateurs ainsi que des ONG sous différentes formes (par exemple, des ateliers spécialisés, des événements), ainsi que du dialogue avec de nombreuses parties prenantes publiques et privées (par exemple, le Parlement européen, le Conseil de l'UE, les autorités nationales) et d'autres DG. GROW G1 est une équipe dynamique et



innovante, et nous sommes fiers d'offrir des opportunités de croissance personnelle, où vous pouvez faire preuve d'initiative et d'une attitude proactive à travers une variété de responsabilités.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un collègue très motivé et pragmatique avec une expérience professionnelle pertinente. Le candidat idéal aura une formation en droit, en sciences politiques ou en économie et une bonne compréhension de ce qu'implique un comportement responsable des entreprises, et de la manière dont les pratiques écologiques, sociales et éthiques, ainsi que les politiques saines stimulant ce comportement des entreprises, peuvent contribuer à garantir que l'UE et ses entreprises conservent leur avantage concurrentiel. Le candidat retenu doit avoir d'excellentes compétences de résolution de problèmes et de communication ainsi qu'un esprit d'équipe. Les qualifications et compétences supplémentaires comprennent:

- La capacité à travailler de manière proactive et autonome, ainsi que de manière collaborative dans une équipe
- La capacité à travailler dans un environnement en évolution rapide et à s'adapter à l'évolution des priorités
- La flexibilité et l'ouverture aux nouvelles demandes
- La compétences organisationnelles et le souci du détail
- Les compétences orales et rédactionnelles pour une communication claire et concise
- La maîtrise de l'anglais ; la connaissance pratique du français et d'autres langues serait un avantage.

La langue de travail est l'anglais. Une connaissance pratique du français et d'autres langues serait un atout supplémentaire.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Im Rahmen des allgemeinen Auftrags der GD GROW ist die Direktion G bestrebt, die Integrität des EU-Binnenmarkts zu wahren, ein nachhaltiges Wirtschaftswachstum zu unterstützen und die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen in der EU insgesamt zu verbessern. Das Referat GROW G1 zielt darauf ab, es Unternehmen zu erleichtern, verantwortungsvoll im Binnenmarkt zu gründen und zu skalieren. Wir sind bestrebt, verantwortungsvolles unternehmerisches Handeln (RBC) durch intelligente Politikgestaltung in die umfassendere Wettbewerbsagenda der Kommission zu integrieren, z. B. durch die Berücksichtigung sozialer und ethischer Belange bei finanziellen Anreizen. Wir sind für die Verordnung über das Verbot von in Zwangsarbeit hergestellten Produkten auf dem Unionsmarkt (Zwangsarbeitsverordnung) zuständig. Wir sind die Anlaufstelle für innovative Rahmenbedingungen für Unternehmen, zum Beispiel das 28. Regime (Federführung DG JUST) und das vorgeschlagene Statut für europäische grenzüberschreitende Vereine (Federführung DG GROW). Wir sind auch für die Umsetzung der überarbeiteten Produkthaftungsrichtlinie verantwortlich, die eine EU-weite Rechtsgrundlage für Ansprüche gegen fehlerhafte Produkte, einschließlich fehlerhafter Software und KI, bietet.

Wir sind ein dynamisches und kollaboratives Team, das Wert auf gegenseitige Unterstützung, offene Kommunikation und Wohlbefinden bei der Arbeit legt. Wir fördern kontinuierliches Lernen, Kreativität, Innovation und offenes Feedback und unterstützen das berufliche Wachstum aller Teammitglieder.

Stellenbeschreibung:

Wir bieten Ihnen die Möglichkeit, an der Agenda für verantwortungsvolles unternehmerisches Handeln (responsible business conduct - RBC) mitzuarbeiten. Sie haben die einmalige Chance, Ihr Wissen und Ihre Kreativität einzubringen, um sicherzustellen, dass der EU-Rechtsrahmen für RBC so einfach wie möglich ist, von Unternehmen wirksam umgesetzt werden kann und dass die richtigen Anreize für verantwortungsvolles Handeln bestehen.

Ihre Arbeit wird sich auf die Entwicklung von Maßnahmen konzentrieren, um den Business Case für Unternehmen zu schaffen, damit diese verantwortungsvoll Geschäfte machen können (z.B. durch den verantwortungsvollen Einsatz von künstlicher Intelligenz) sowie von Anreizen, um verantwortungsbewusste Unternehmen sowie Investoren zu belohnen. Darüber hinaus unterstützen Sie die Gestaltung der bestehenden und geplanten (Corporate-)Governance-Rahmen zur Förderung der RBC, z.B. durch die European Cooperative Society, EU Inc., aber auch die European Cross-border Association. Sie sind auch für die Zusammenarbeit mit Unternehmen, Handels- und Verbraucherverbänden sowie NGOs in verschiedenen Formen (z. B. spezielle Workshops, Veranstaltungen) sowie für die Zusammenarbeit mit öffentlichen und privaten Interessenträgern (z. B. dem



Europäischen Parlament, dem Rat der EU, nationalen Behörden) und anderen Generaldirektionen zuständig.

GROW G1 ist ein dynamisches und innovatives Team, und wir sind stolz darauf, Ihnen Möglichkeiten für persönliches Wachstum und eigenverantwortliches Handeln bieten zu können.

Anforderungsprofil:

Wir suchen eine(n) sehr motivierte(n) und pragmatische(n) Kollegen oder Kollegin mit einschlägiger Berufserfahrung. Der oder die ideale Kandidat(in) verfügt über einen Hintergrund in Recht, Politikwissenschaft oder Wirtschaft und ein fundiertes Verständnis dafür, was verantwortungsvolles unternehmerisches Handeln mit sich bringt und wie grüne, soziale und ethische Praktiken dazu beitragen können, dass die EU und ihre Unternehmen ihren Wettbewerbsvorteil behalten. Der oder die erfolgreiche Kandidat(in) sollte über Problemlösungs- und ausgezeichnete Kommunikationsfähigkeiten verfügen und auch ein effektiver Teamplayer sein.

Zusätzliche Qualifikationen und Fähigkeiten umfassen:

- Die Fähigkeit, proaktiv und eigenständig in einem Team zu arbeiten
- Die Fähigkeit, in einem schnelllebigen Umfeld zu arbeiten und sich an wechselnde Prioritäten anzupassen
- Flexibilität und Offenheit gegenüber neuen Anforderungen
- Organisationstalent und Liebe zum Detail
- Sehr guter mündlicher und schriftlicher Ausdruck für eine klare und prägnante Kommunikation
- Fließende Englischkenntnisse (Arbeitskenntnissen in Französisch und anderen Sprachen sind von Vorteil).

Die Arbeitssprache ist Englisch. Gute Französischkenntnisse und weitere Sprachen sind von Vorteil.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#)). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“